

Interpellation UDC Morges

## **Deal de rue : Évitions que notre belle ville de Morges ne deviennent prochainement Lausanne, Vevey ou Yverdon.**

Nous avons certainement toutes et tous déjà entendu ou vu ce qui se passe dans les villes citées en titre, entre l'augmentation des personnes marginalisées, la consommation de drogue et la vente de stupéfiants.

Mais avant ça parlons un peu d'histoire. Entre mai et juin de l'année 2000 une opération cantonale nommée Strada a été mise en place. Le rapport daté du 3 novembre 2000 sur cette opération indique que :

- 246 personnes ont été contrôlées,
- 172 personnes ont été inculpées,
- Plusieurs kilos de drogue ont été saisis,
- 75 % des personnes contrôlées étaient des requérants d'asile. Pour être un peu plus précis, les milieux africains « tenaient » la cocaïne et les milieux albanophone l'héroïne.

En 2002 et pour une période de 12 mois, l'opération Strada est reconduite. Au 1<sup>er</sup> juillet 2013 on recommence pour une période de 2 ans.

Depuis 2013 plusieurs autre OP ont été faite pour anéantir le deal. La dernière, la plus importante, a été organisée le 14 mai 2024 à Lausanne.

- 39 personnes ont été contrôlée : deux ont été condamnées par ordonnance pénale immédiate à des peines privatives de liberté, quatre ont été placées en détention provisoire et trois ont été transférées dans d'autres cantons pour des peines à purger. Les autres individus ont été relâchés au terme des contrôles. Toutes ces personnes sont liées au trafic de produits stupéfiants, en particulier le trafic de cocaïne de rue dans les différentes villes du canton de Vaud. Les personnes incarcérées, dénoncées et transférées, sont des ressortissants nigériens et ghanéens.

La pétition « LE DEAL DE RUE... ÇA SUFFIT... ! TOLÉRANCE ZÉRO... » qui circule dans le canton de Vaud, l'arrivée de nouvelle drogue et l'agressivité des toxicomanes, nous interroge sur ce qui se passe dans notre ville.

Nous espérons que cette interpellation soit déposé à temps, et que la Municipalité prendra toutes les mesures possibles pour dissuader et anéantir toutes sortes de deal dans notre commune.

Nous posons donc à la Municipalité les questions suivantes :

- La Municipalité a-t-elle envisagé, avec les services de la police, de faire « pressions sur les toxicomanes dans les rues de Morges, par la présence de chiens policiers anti-stupéfiants, par exemple ?

- A-t-elle envisagée une solution pour éviter la présence des toxicomanes ou personnes en état d'ivresse sur la place de la gare ?
- A-t-elle un processus pour éviter que les personnes marginalisées ne sombrent dans la drogue ou n'envisagent d'en vendre ?
- A-t-elle envisagé la mise sur pied d'un plan de secours en cas de déplacement massif de drogue sur le territoire morgien ?
- A-t-elle envisagé de mettre, par exemple, un lien sur le site de la ville ou de la PRM, permettant d'avertir rapidement les services concernés d'un possible deal de rue ?
- A-t-elle des contacts avec la section Strada du ministère public afin d'avoir une vue d'ensemble des zones ou régions touchées par ces deal et de la possible arrivée de trafic sur le territoire morgien ?

Nous ne souhaitons pas remettre en cause le travail de nos forces de l'ordre, bien au contraire.

Nous espérons que cette interpellation donnera un élan nécessaire pour prendre des mesures visant à protéger tous les morgiens et morgiennes.

Au nom du groupe UDC Ville de Morges  
Schopfer Jonathan